

**Patients, Familles, Usagers, il est urgent d'agir !**



**LE 14 NOVEMBRE 2019,**  
**Rejoignez les personnels soignants pour dire**  
**STOP À LA CASSE DE L'HÔPITAL**  
**ET DES SERVICES PUBLICS !**

Les médias font régulièrement écho d'événements inacceptables survenant dans nos hôpitaux publics et structures d'accueil : urgences débordées, manque de lits, éloignements et fermetures de services et d'hôpitaux, de maternités, sous effectifs chroniques dans les EHPAD, le démantèlement de la psychiatrie de secteur ...

La dégradation des conditions d'accueil et de prise en charge de la population et de leurs familles deviennent inacceptables et parfois inhumaines pour les patient.e.s et resident.e.s. Les conséquences sont catastrophiques pour les personnels avec la multiplication des cas de *burn out*, d'arrêts de travail et de suicides sur le lieu de travail.

Alors que la ministre de la Santé prétend que l'hôpital n'est pas une entreprise, la loi de financement de la Sécurité Sociale demande encore plus d'économies et de coupes budgétaires sur le dos de notre santé à tous !

**Quelle politique de santé voulons-nous pour nous, nos enfants, nos patient.e.s, nos résident.e.s, nos aîné.e.s ? La santé n'est pas une marchandise et l'hôpital ne peut pas être géré comme une entreprise !**

L'USAGER ET SA FAMILLE



**Défendre le service public, c'est donner à chacun.e la possibilité d'être soigné.e.**

**Ce que nous exigeons :**

- La suspension de toutes fermetures de lits, de services et d'hôpitaux,
- Un véritable plan de remise à niveau et de développement du service public hospitalier,
- L'arrêt des plans d'économie dits « plans de retour à l'équilibre » qui se traduisent systématiquement par des suppressions de postes,
- La fin des politiques de rigueur qui étranglent les établissements publics,
- La fin du financement du secteur lucratif et de ses actionnaires par l'argent public.

**Ce que nous proposons :**

- La mise en place d'un grand plan d'emploi et de formation des personnels, toutes catégories confondues, pour répondre aux besoins, entre 200 000 et 300 000 emplois,
- La suppression immédiate de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux, qui représente 4 milliards d'€, soit l'équivalent de 100 000 emplois (rappelons le choix du gouvernement de supprimer l'ISF qui rapportait exactement ce montant à l'État),
- Des centres de santé rattachés aux hôpitaux avec des médecins et des personnels salariés sous statut qui permettent de répondre à la désertification des territoires et aux besoins de la population, tant au niveau de l'offre de santé en ville que dans les hôpitaux de proximité.



**Comme vous le savez, quand les personnels hospitaliers font grève ils portent un badge, mais continuent à vous soigner et à assurer le bon fonctionnement du service public. C'est pourquoi nous vous demandons de nous soutenir et d'appuyer nos revendications.**